

29 septembre :
en grève pour les
salaires, la justice
sociale et contre
le fascisme !



Mardi 29 septembre, à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction Publique : toutes et tous en grève pour une hausse des salaires et de meilleures conditions de travail !

Blocage des salaires avec la confirmation du gel du point d'indice, réduction du nombre d'enseignant·es, statuts précaires d'une partie de plus en plus importante des travailleurs et travailleuses de l'éducation (profs contractuel·les, AED et AESH qui comptent parmi les personnels les moins bien payé·es) : sans surprise, les choix budgétaires du gouvernement et du président Macron confirment la volonté d'enrichissement de la grande bourgeoisie qui va de pair avec l'appauvrissement des travailleurs et travailleuses qui créent véritablement la richesse.

La stagnation des salaires équivaut à une baisse importante de notre pouvoir d'achat puisqu'elle s'inscrit dans un contexte de flambée des prix avec une inflation de plus de 20 % depuis 2020. Dans le même temps, l'Observatoire des inégalités nous apprend ainsi que les 500 premières fortunes professionnelles de France pèsent au total 1 128 milliards d'euros en 2025. Leur patrimoine cumulé a été multiplié par 6,6 entre 2005 et 2025, soit une hausse de 564% !

Ces centaines de milliards d'euros en plus dans la poche de ces très très riches est en grande partie de la captation d'argent public : ce sont les milliards qui ont manqué pour assurer la rénovation thermique des locaux (dont on a (re)découvert à notre détriment le besoin lors des canicules à répétition), pour la titularisation de tous et toutes les contractuel·les, pour la création d'un véritable statut pour les AESH avec un salaire à la hauteur de leur travail, pour un système de santé qui permette à tous et à toutes de bien se soigner, pour l'égalité réelle des salaires (dans l'éducation nationale où les femmes sont surreprésentées, leurs salaires sont inférieurs de 13 % à ceux de leurs collègues masculins).

Mais dans le camp de ceux qui possèdent presque tout, y compris les décisions politiques, le compte n'y est pas. Pour renforcer leur position ultra-dominante et faire grimper encore plus leurs patrimoines, il faut que les dernières digues sautent : que les services publics d'éducation, de santé et autres soient réduits à rien ou presque, que les résistances politiques, syndicales, citoyennes soient bâillonnées voire criminalisées, que le chauvinisme jusque dans sa déclinaison militariste soit exacerbé pour nous faire préférer ceux qui nous exploitent à celles et ceux qui subissent les injustices et les inégalités (en particulier les Immigré·es, les Femmes, les pas assez blanc·hes, les trop Musulman·es, les Sans-Papiers, ...).

Et pour cela, quoi de mieux que le fascisme qui pointe son nez et que nos plus éminents milliardaires présentent ouvertement à travers leurs relais médiatiques comme la solution pour prendre le contrôle du pays et arracher plus brutalement encore le peu de richesses et de pouvoir qui leur échappe.

SUD éducation Paris appelle donc l'ensemble des collègues à se mettre en grève et à rejoindre les actions et la manifestation parisienne.

Se battre pour les salaires c'est évidemment se donner les moyens de mieux se loger, se nourrir, se soigner, s'amuser, garantir une retraite digne, etc. Mais c'est aussi lutter pour une juste répartition des richesses et mener un combat antifasciste contre les manœuvres de prédation des privilégié·es qui, pour faire de leur enrichissement et de notre appauvrissement une anecdote, attisent la guerre entre les pauvres via le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'islamophobie, l'antisémitisme, etc.

Nous n'aurons que ce que nous prendrons !

SUD éducation Paris revendique :

- le dégel du point d'indice, sa revalorisation immédiate et son indexation sur l'inflation ;
- l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des arrêts maladie ;
- la titularisation de toutes les contractuel·les sans condition de nationalité ;
- la création d'un corps de la fonction publique pour les AESH sur la base d'un temps complet de 24 h d'accompagnement ;
- l'arrêt des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires ;
- la rénovation et l'adaptation du bâti scolaire.